AUDIENCE SUR LES ARRESTATIONS

ET LES DETENTIONS ARBITRAIRES AU CHILI

(Helsinki, Finlandia Talo, 28 et 29 mars 1976)

DECLARATION FINALE

Deux ans et demi se sont écoulés depuis que le gouvernement constitutionnel du Chili dirigé par le Président Salvator Allende a été renversé. Pendant cette période, le peuple chilien a subi une cruelle répression politique, la terreur et d'immenses souffrances. Hommes, femmes et enfants en quantités innombrables ont été emprisonnés, torturés ou assassinés.

Le régime dictatorial tient toujours le Chili sous une main de fer. Cependant, la junte - en faillite morale - est chaque jour de plus en plus isolée, tant à l'intérieur que dans le monde. Elle n'a pourtant épargné aucun effort de propagande pour tenter d'obtenir au moins d'être un peu reconnue internationalement.

Face aux condamnations répétées et systématiques de la communauté internationale, la Junte a soumis en octobre dernier un long rapport aux Nations Unies pour tenter de rejeter les dénonciations de l'étranger concernant l'état notoire des affaires au Chili en réduisant ces condamnations à un simple "complot marxiste". Néanmoins, les peuples du monde n'ont pas été abusés par la Junte. Les Nations Unies ont réitéré vigoureusement leur condamnation des violations grossières des droits de l'homme fondamentaux commises au Chili.

Les faits indiqués par de nombreux témoignages sont convainquants. Le Groupe de travail Ad Hoc des Nations Unies chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Chili a complètement réfuté, dans son rapport présenté le 4 février 1976, à la Commission de l'ONU chargée des droits de l'homme, les prétentions figurant dans la déclaration de la Junte à propos de l'état exact des droits de l'homme au Chili. Ses conclusions à propos des derniers développements ne présentent aucune ambiguité.

En dépit d'engagements officiels à respecter les droits fondamentaux et contrairement à certains changements formels proclamés bruyamment par la Junte, la terreur règne toujours, avec toujours plus de force.

A l'intérieur du Chili, seul un mince secteur, sans cesse en diminution, de la société chilienne continue de tolérer le règne de la Junte. La situation exige la plus soigneuse attention.

Les pouvoirs de la Junte

La Junte jouit toujours de tous les pouvoirs. La fonction législative du Congrès National dissout est exercée exclusivement par les quatre membres de la Junte. Les partis politiques de l'untité populaire ont été interdits et les autres partis ont été suspendus. Seuls les mouvements pro-fascistes peuvent fonctionner. L'activité politique est

./.

complétement réprimée sous le règne de la Junte, le seul fait d'avoir une opinion politique non officielle est passible de punition. La Junte a entrepris la tâche d'extirper le marxisme du Chili" et a officiellement proclamé que la démocratie permettant à tous les partis politiques d'opérer ne sera pas rétablie.

Toutes les autorités municipales ont été supprimées. Les civils sont soumis aux vastes pouvoirs attribués aux commandants militaires de chaque région"d'urgence", y compris à leur autorité d'exception en matières pénales.

Les tribunaux militaires jouissent de pouvoirs juridiques toujours plus grands sur la population civile, notamment du pouvoir d'appliquer les procédures et punitions militaires de temps de guerre. La modification du niveau de l'état de siège proclamé le 11 septembre 1975 et prolongé le 11 mars 1976 n'a pas vraiment affecté cette situation étant donné que les procédures de temps de guerre continuent d'être appliquées à des crimes très largement définis comme portant atteinte à la sureté de l'Etat.

Arrestations et détentions arbitraires

Dans les premières phases de la dictature, la Junte avait mené à fond la chasse à l'homme contre ses éventuels opposants. La terreur ouverte, les assassinats collectifs, les arrestations massives et les opérations purement militaires étaient accomplies afin d'effacer toute opposition existante ou potentielle.

Pendant cette période, ce sont essentiellement les militaires et la police qui ont effectué les arrestations. Cette tâche a depuis lors été assumée par les services secrets de l'armée (SIM), de la marine (SIN), des forces armées (SIFA) et par les "carabineros" (SICAR).

En juin 1974, la DINA, le redouté service secret chilien, a été officiellement créée. La DINA a reçu en fait des pouvoirs illimités, elle peut procéder aux arrestations et détenir des gens sans aucune formalité, elle n'a de comptes à rendre qu'au général Pinochet, président de la Junte.

Les gens qui sont appréhendés par la DINA ou par les autres services secrets ne sont en général pas informés des raisons de leur arrestation ou de leur détention. Ce n'est que rarement que les agents s'identifient ou présentent un mandat d'arrestation.

Les personnes arrêtées sont d'abord emmenées dans un centre d'interrogatoire où pour de longues périodes on leur interdit tout contact avec leur famille ou avec leurs avocats. Après ces périodes-qui sont les moments les plus dangereux pour les détenus- ilssont en général transférés vers un centre spécial de détention et maintenus au secret jusqu'à ce qu'ils soient remis des tortures et mauvais traitements subis.

Ces derniers mois ont vu de vastes opérations tendant à effrayer la population et de nombreuses arrestations dans les secteurs les plus pauvres et la banlieue de Santiago.

Dans la pratique, les arrestations arbitraires n'ont en aucune façon diminué ni été soumises à quelque restriction que ce soit.

./.

Pour la première fois, à Helsinki, d'anciens officiers de l'armée chilienne ont présenté devant la Commission des témoignages sur les actes de répression manifestement criminels auxquels les ordres de la Junte les ont contraints à participer. Leur absence d'enthousiasme, manifestée plus ou moins clairement, à être complice des crimes de la Junte, leur a valu d'être jugés puis bannis de leur pays.

Les témoignages et les rapports reçus par la Commission internationale démontrent clairement que le Décret 1009 de mai dernier, qui devait apparemment restreindre les activités de la DINA et des autres services secrets n'a en fait rien changé. Par contre, le fait le plus important est que ce décret 1009 institutionnalise les arrestations préventives effectuées par les services de sécurité.

Juste avant que la Commission de l'ONU chargée des droits de l'homme n'ouvre sa 32e session, la Junte a annoncé la proclamation d'un nouveau décret censé devoir "garantir les droits" des personnes détenues en raison de l'état de siège conformément au Décret 1009.

Ce nouveau Décret loi 187, signé par le Général Pinochet le 28 janvier 1976, ne donne en réalité aucune de ces garanties. Le pouvoir dont disposent les services de sécurité de procéder aux arrestations et de détenir des personnes arbitrairement est en fait illimité.

On peut donc dire que les rapports reçus par la Commission internationale semblent indiquer que le nombre des arrestations politiques ne diminue absolument pas.

Un très grand nombre de prisonniers politiques sont encore détenus en camp de concentration ou dans d'autres endroits, sans qu'aucune charge ait été enregistrée contre eux ; ils sont détenus uniquement à titre préventif. Nombre d'entre eux sont incarcérés depuis le coup d'Etat.

Le rapport présenté par la Junte aux nations Unies en octobre 1975, affirmait que moins de 500 personnes sont détenues en raison de l'état de siège, près de 1400 personnes attendent d'être jugées par des tribunaux militaires, tandis que 2117 servent des peines qui leur ont été imposées par les dits tribunaux militaires. Seuls quatre lieux de détention - Tres Alamos, Pirque, Puchuncavi et Ritoque - étaient inscrits dans ce rapport.

Selon les informations présentées par le Groupe de travail Ad Hoc des Nations Unies, le nombre des personnes détenues pour raisons politiques est beaucoup plus élevé. La Commission internationale soutient cette conclusion. La Dissolution du Comité oecuménique Pro Paz, qui avait une vue d'ensemble de la situation, a rendu les estimations plus difficiles. Selon les informations reçues par H.G. Franck, Secrétaire Général de la Commission, lors d'une récente visite au Chili, il y a de fortes raisons de croire que le nombre de prisonniers détenus pour des raisons politiques s'élève probablement à 7000.

Les disparus

Un des aspects les plus préoccupants de la terreur qui règne au Chili, est le nombre croissant de personnes disparues après être tombées aux mains de la DINA et des autres services de répression. La Commission internationale s'est inquiétée de ce problème depuis longtemps.

./.

Parmi les cas qui ont suscité plus particulièrement l'attention, citons :

David Silberman, 35 ans, ingénieur civil arrêté deux semaines après le coup d'état.

Alfonse-René Chanfreau, qui a été arrêté chez lui en juillet 1974 par la DINA. Sa femme, qui avait également été arrêtée et emmenée au centre d'interrogation de la DINA où il était détenu, a réussi à quitter le pays après l'intervention du gouvernement français.

Guilermo Beausaire Alonso, citoyen britannique, qui avait été arrêté à Montevideo le 2 novembre 1974 à bord d'un avion à destination de l'Angleterre. Il a été vu pour la dernière fois le 2 janvier 1975 au centre de torture de la DINA, la Casa Grimaldi.

La fameuse liste de 119 noms de personnes qui selon la Junte avaient été tuées par les services de sécurité de l'Argentine ou lors de conflits internes a attiré l'attention sur le problème des disparus. En février 1975, la troisième réunion de la Commission internationale, à Mexico, avait dénoncé la détention et la disparition de quatre de ces personnes (Uriel Salinas Argomando, Cecilia Castro Salvadores, Maria Christina Lopez Stewart et Carmen Bueno Cifuentes) quatre mois avant la publication de cette liste.

Selon la presse chilienne, les informations concernant ces 119 personnes ont été reçues d'un journal brésilien et d'un journal argentin. L'un de ces journaux est totalement inconnu. L'autre n'a publié qu'un seul numéro. Il est vraiment peu probable que ces journaux étrangers inconnus aient reçu cette liste, avec les 119 noms tous correctement orthographiés. Des parents de ces 119 personnes ont également été arrêtés.
Tous les noms étaient ceux de personnes dont les parents disent qu'elles ont été arrêtées ou qu'elles ont disparu. Dans au moins 77 de ces cas, les témoins ont affirmé sous serment qu'ils étaient présents lorsque les arrestations ont été faites. 33 prisonniers politiques ont témoigné qu'ils avaient vu ces 119 personnes en prison. Des parents de ces 119 ont également été arrêtés.

Fait significatif, les disparitions ont augmenté après la création de la DINA. Pendant le deuxième semestre 1974, le Comité oecuménique Pro Paz avait reçu des informations concernant 60 à 70 disparitions de ce type chaque mois. Selon les estimations en automne dernier, plus de 2000 personnes arrêtées avaient tout simplement "disparu" après avoir été appréhendées depuis que la Junte a pris le pouvoir en septembre 1973.

Les chiffres des dossiers rassemblés par le Comité Pro Paz ont été présentés à l'Audience par le Pasteur Orlando Molina.

Depuis octobre 1975, il semble que de plus en plus de personnes aient disparu après avoir été arrêtées. Ceci est corroboré du fait que dans le même temps les corps de personnes brutalisées et torturées ont été retrouvés à l'extérieur de Santiago, exactement comme immédiatement après le coup d'Etat.

La Junte a réagi par un simulacre d'indignation aux graves accusations portées par d'honorables organisations internationales à propos des personnes disparues. Cependant, les preuves de l'innocence de la Junte, telles qu'elles sont présentées dans le rapport aux Nations

./.

Unies déjà mentionné, ne risquent guère de tromper un observateur impartial. Les cas sont trop nombreux, la documentation trop bien établie pour autoriser une quelconque réfutation.

On peut affirmer sur la base des preuves existantes que bon nombre des personnes disparues ont été sans aucun doute assassinées par la DINA.

En septembre 1975, la Commission avait dénoncé la disparition d'Exequiel Ponce, de Carlos Lorca et de Ricardo Lagos, dirigeants Parti Socialiste, arrêtés par la DINA en juin 1975. La Junte nie toujours leur détention, malgré de nombreuses preuves selon lesquelles ils ont été vus dans divers centres de torture.

Margarita Ponce, femme d'Exequiel Ponce, a présenté à l'audience d'Helsinki de nouvelles preuves.

Le Père Patricio Gajardo a présenté un témoignage sur des nouveaux cas de personnes disparues après avoir été arrêtées.

Des films tournés à Santiago, mi 1975, ont été présentés à l'audience. Dans ces films, on peut voir des parents des disparus présenter des déclarations sur les personnes arrêtées dont la détention est catégoriquement démentie par la Junte.

Mauvais traitements et tortures sont les procédures habituelles

L'utilisation de la torture est maintenant pratique courante au Chili. La plupart de ceux qui ont été arrêtés pour des raisons politiques ont été torturés soit pour obtenir des informations, soit à titre de punition. Dans de nombreux cas, les prisonniers sont forcés d'assister aux tortures imposées à d'autres personnes, y compris parents et enfants.

Ces tortures sont essentiellement le fait de la DINA qui a des centres d'interrogatoire où la torture des personnes arrêtées est affaire de routine.

L'esprit chancelle face aux méthodes de torture employées. Le récent rapport des Nations Unies présente des témoignages de perversion et de bestialité manifestes. Des femmes sont violées ou subissent diverses formes de tortures sexuelles. On les force à être mordues par des chiens, à être violées par des chiens. Des bouteilles brisées, des batons sont introduits de force dans l'anus ou le vagin des victimes. On les force à manger leurs propres excréments. On assassine certains détenus en les faisant écraser par des camions.

La torture électrique est appliquée habituellement par la DINA. Les électrodes sont appliquées sur les parties génitales des détenus ou sur des plaies ouvertes, la douleur est aggravée du fait que le détenu est attaché nu à un fer de lit.

Il faut noter la déclaration du Dr Sheila Cassidy selon laquelle les traces des tortures par électro-chocs disparaissent du corps des victimes en très peu de temps. Environ 90 % des 120 femmes que le Dr Cassidy a rencontré à Tres Alamo avaient été torturées par application d'électro-chocs.

./.

Lors de toutes ses sessions, la Commission internationale d'enquête a examiné les témoignages des personnes qui avaient subi des traitements cruels et inhumains ou qui avaient été torturées dans les centres d'interrogatoire, prisons, camps de concentration et autres lieux de détention de la Junte militaire.

Lors de la session d'Helsinki, de nouvelles preuves ont été apportées sur ce même sujet par des témoins ayant quitté le Chili quelques mois seulement auparavant. Le Dr Cassidy a présenté un témoignage détaillé sur le traitement qui lui a été imposé. Son témoignage réfute de façon convainquante les allégations du représentant de la Junte auprès de la Commission des Nations Unies chargée des droits de l'homme, allégations selon lesquelles les tortures subies par le Dr Cassidy ne seraient qu'une création de son imagination. Ce témoignage présenté à l'audience d'Helsinki apporte de nouvelles preuves des méthodes utilisées par la Junte.

On ne saurait réduire la torture pratiquée au Chili aux agissements d'individus émotionnellement perturbés. Bien au contraire, la torture a été fermement institutionnalisée.

Comme l'a déclaré l'évêque Helmut Frenz devant la Commission de l'ONU chargée des droits de l'homme et pendant cette session, la torture fait partie du système politique de la Junte et ne se réduit pas à quelques cas isolés. Le Général Pinochet lui-même a dit que la torture est justifiée pour le bien et la sureté de l'état.

Conditions inhumaines dans les prisons

Les prisonniers politiques vivent pour la plupart dans des conditions extrêmement pénibles.

Leur alimentation n'est absolument pas satisfaisante du point de vue sanitaire, il n'y a pas de services médicaux et les conditions sanitaires sont effrayantes. En général, les camps de détention sont bondés et ne disposent pas de lits en quantité suffisante.

L'épreuve la plus dure du point de vue psychologique pour les prisonniers politiques est l'incertitude quand à leur avenir et l'absence de contacts avec leurs parents et amis.

Les prisonniers politiques ont besoin du soutien extérieur afin de survivre, de rester de véritables êtres humains : nous savons que la solidarité internationale pénètre sous de nombreuses formes dans les camps de concentration et les prisons du Chili.

La procédure des tribunaux militaires

La Junte a donné à ceux-ci droit de juridiction sur tous les cas concernant les violations des provisions de l'état de siège et sur les actes largement définis comme portant atteinte à la sureté de l'état et à l'ordre public. Ils ont donc droit de juridiction sur tous les cas que leur présentent les services de sécurité du régime. Il est formellement interdit aux avocats de mettre en question la juridiction de ces tribunaux.

./.

Il suffit qu'un des sept officiers jouant le rôle de juges soit un juriste. Le procureur n'est pas obligé d'avoir une qualification juridique. Les procédures des tribunaux militaires sont essentiellement sommaires et les sauvegardes inscrites habituellement dans les procédures juridiques ont totalement disparu. Voici un exemple assez courant :

Le procureur présente son cas uniquement en lisant l'acte d'accusation et les déclarations des témoins. Il n'appelle aucun des témoins à comparaître et ne permet aucun témoin de subir des contre-interrogatoires.

Les déclarations qui ont été le plus souvent arrachées aux défendeurs ou co-défendeurs par la coercition et la torture ne peuvent être à ce titre mis en question par l'avocat de la défense. Un avocat de la défense qui soulève cette question risque d'être puni.

Les accusés n'ont en fait pas le droit de se défendre : ils ne peuvent présenter de témoignages en leur faveur, ni mettre en question le témoignage présenté par le procureur. Il est interdit de faire référence aux sujets que la cour estime être politiques.

Fréquemment, les faits présentés par le procureur ne se réfèrent qu'à des actions entreprises avant le 11 septembre 1973. Ce mépris exceptionnel des normes internationalement reconnues, lesquelles interdisent strictement l'application de provisions juridiques "ex post facto", forme la base des charges retenues contre les dirigeants politiques qui ont été appréhendés peu de temps après le coup d'Etat.

Comme en ont témoigné devant cette audience des personnes ayant assisté en observateurs aux procès qui ont déjà eu lieu, aucun effort d'imagination, aucune déformation du raisonnement légal ne saurait faire que les crimes graves imputés aux prisonniers - notamment la trahison et la sédition - soient appliqués aux actes reprochés aux défendeurs. Les procès militaires ne sont rien d'autre que des formes déguisées de répression politique et sont un prétexte pour maintenir en prison des détenus politiques en dépit de la pression internationale qui exige leur libération.

Assistance juridique et protection des droits de l'homme

Les victimes des persécutions politiques au Chili ont besoin d'urgence d'assistance juridique professionnelle. Ils ont besoin de protection et d'assistance contre ce qui menace leur sécurité et leur vie. Ils ont besoin de traitements médicaux pour soigner les blessures dues aux tortures. Leurs familles ont besoin d'aide financière et d'assistance pour rechercher ceux qui ont disparu après avoir été arrêtés. Ces nombreux problèmes d'aide et de protection humanitaires sont devenus encore plus grave depuis que le général Pinochet a imposé la dissolution du Comité oecuménique Pro Paz.

Lorsque les services de sécurité avaient augmenté leurs activités en septembre 1975, une campagne de persécution avait été lancée contre le Comité Pro Paz. Nombre de ses membres ont été harcelés puis arrêtés, entre autres les avocats José Zalaquett et Marcos Duffau.

./.

Il est bientôt apparu à l'évidence que cette campagne avait la caution du Président de la Junte. Dans une lettre adressée au cardinal Silva Henriquez, archevêque de Santiago, il demandait la prompte dissolution du Comité, en dépit du fait que son activité était manifestement et exclusivement motivée par des préoccupations humanitaires.

Cette lettre constitue un aveu flagrant que la Junte ne saurait tolérer aucun remède contre les violations grossières des droits de l'homme commises au Chili et son résultat fut de faire dissoudre le Comité le 30 décembre 1975.

La possibilité d'obtenir une assistance juridique hors de ce Comité est gravement entravée du fait que l'Association du barreau chilien n'a apporté aucune assistance juridique aux prisonniers politiques , pas même lorsque ses membres étaient poursuivis en justice par la Junte pour avoir exercé leur profession. En fait, les avocats qui s'efforcent généreusement et activement d'assister les prisonniers politiques risquent des représailles sévères.

Le refus continuel ou l'incapacité du pouvoir judiciaire à protéger les intérêts des personnes arbitrairement arrêtées selon les provisions de la Constitution empêche pratiquement d'apporter toute assistance juridique significative.

La situation exige une action internationale résolue, à la fois financière et morale, et une coopération entre les avocats chiliens et les avocats étrangers qui traitent ces problèmes.

./.

Les procès des dirigeants de l'Unité Populaire

La Junte voudrait faire juger un certain nombre de ministres, sénateurs, membres du Congrès et des partis de l'Unité populaire ainsi que des hauts fonctionnaires du gouvernement du Président Allende par des tribunaux militaires. Parmi les personnes menacées de ces procès se trouvent :

Le Sénateur Luis Corvalàn, Secrétaire général du Parti Communiste ; Fernando Flores, ministre des finances de l'Unité populaire (UP) ; parti MAPU O C ; Pedro Felipe Ramirez, ministre de l'industrie minière de l'UP ; Parti des chrétiens de gauche ; José Cademartori, ministre à l'économie de l'U.P. , Parti communiste ; Anibal Palma, ministre de l'éducation de l'UP, Parti radical ; le sénateur Erich Schnake, Parti socialiste ; le vice-ministre des affaires intérieures Daniel Vergara, Parti communiste ; Le sénateur Jorge Montes, Parti communiste ; Leopoldo Lune (MAPU) ; Alfredo Joignant, Directeur du service d'enquêtes, Parti socialiste et Sergio Vuskovic, ancien maire de Valparaiso, Parti communiste ; Andres Sepulveda, député socialiste et Tito Palestro, Maire de San Miguel, Parti socialiste.

Un des dirigeants qui doivent être jugés, Erich Schnake, avait été condamné à 25 ans d'emprisonnement lors des procès des forces aériennes qui eurent lieu en 1974. En septembre dernier, trois autres défendeurs probables, Pedro Felipe Ramirez, Sergio Vuskovic et Andrés Sepulveda, auraient dû être libérés selon une déclaration largement diffusée par la Junte. Cependant, quelques minutes avant leur prétendue libération, ils furent transférés dans d'autres prisons.

Selon des déclarations faites par la Junte en février cette année, ces dirigeants doivent être jugés par des tribunaux militaires selon les procédures de temps de paix. Cependant, au cours de sa visite au Chili, le Secrétaire général de la Commission, Hans Göran Franck, a reçu des informations contradictoires de divers officiels. Le président de la Cour suprême considérait que des procédures de temps de paix pourraient être applicables. Le conseiller juridique des tribunaux militaires (auditor) à Valparaiso déclarait que les procédures de temps de guerre pouvaient être employées. Confronté à ces déclarations; le Ministre de la Justice a finalement admis que la décision appartenait aux autorités navales.

Les rapports présentés par les experts juridiques à l'audience d'Helsinki, ont persuadé la Commission qu'un procès effectué par un tribunal militaire, même selon les procédures de temps de paix, n'offre pas le minimum de garantie quant à l'impartialité et l'indépendance des juges, ni quant aux droits fondamentaux de la défense.

En essence, la procédure de temps de paix, selon le code de la justice militaire, est une procédure de type inquisitoriale. Cette procédure, qui est également écrite, permet de prolonger de beaucoup la détention des prisonniers.

La Junte n'a fait donc que changer de scenario pour continuer la pratique extraordinaire des procédures militaires.

./.

Les dirigeants menacés sont détenus depuis les jours qui ont immédiatement suivi le coup d'Etat militaire depuis à peu près mille jours. Donc, sans avoir été jugés, ils ont été privés de leur liberté pendant une période équivalente à celle requise par le Code criminel chilien pour des crimes graves. Ils ont dû survivre dans des conditions physique cruelles, plusieurs d'entre eux ont été maltraités et torturés.

Ni les accusés, ni les avocats de la défense n'ont pu étudier leurs cas, on ne leur a pas fait connaître les crimes pour lesquels ils étaient soumis à ces procédures.

Le Junte est certainement consciente du fait que ces procés militaires intentés aux dirigeants de l'Unité populaire constituent un grave affront à l'opinion publique internationale. Cependant, en dépit des manoeuvres de la Junte, ces procés risquent très probablement d'avoir lieu.

Il faut donc envisager ces procés dans une perspective plus large que le problème des dirigeants politiques impliqués. Ils concernent la situation de tous les prisonniers politique chiliens.

La Commission internationale estime donc qu'il faut absolument et de toute urgence s'efforcer d'arrêter ces procés envisagés qui constituent une parodie flagrante de la justice et des véritables procés.

Tous les prisonniers politiques doivent être libérés immédiatement, inconditionnellement et sanc exception.

Responsibilités légales pour les violations des droits de l'homme au Chili

Les actes de violence systématiquement perpétrés par la Junte et sec agents, sont naturellement des crimes selon la loi chillienne. Les preuves que diverses organisations internationales ont rassemblées, et entre autres les quantités de matériel réunies par la Commission internationale d'enquête, seront mises à la disposition du peuple chilien pour qu'il puisse procéder à des jugement légaux.

Les principaux criminels de la Junte ont été trouvés.

La Commission internationale a déjà publié une liste d'environ quarante criminels notoires et pourra donner encore d'autres noms. La plupart des noms figurant sur cette première liste apparaissent également sur une liste de 77 noms publiée aar le Groupe de travail Ad Hoc de l'ONU en février 1976.

../..

Lors de la session d'Helsinki, les noms d'autre tortionnaires ont ont été révélés par des victimes qui ont témoigné devant la Commission ou envoyé de dépositions écrites.

La Junt devra aussi assumer ses responsabilités vis-à-vis du droit international accepté par les Nations Unies et en particulier de la Convention Internationale sur les droits civiques et politiques, laquelle a été ratifiée par le Chili et est entrée en vigeur le 23 mars de cette année.

Il convient de souligner que le violations grossières des droits de l'homme commises sous le régime de la Junte ont également un aspect criminal en regard du droit international.

Chaque individu a le devoir de refuser d'exécuter des ordres qui lui imposent de torturer ou d'assassiner des personnes innocentes. Ne pas agir ainsi est un crime tant pour le droit international que pour la loi chilienne. Les atrocités commises par la Junte sont de telles sortes qu'on peut véritablement les caractériser comme crimes contre l'humanité. Ces crimes constituent une menace pour toutes les nations.

Le fascisme ne saurait jamais rester une affaire strictement nationale. Il doit être combattu partout où il apparaît.

- - -

Señores miembros de la Comisión Internacional Investigadora de los Crímenes de la Junta Militar en Chile:

Mi nombre es Diana Montes Miranda, mi edad 25 años, y hasta el 11 de septiembre del ano 73 fui estudiante del Instituto Pedagógico de la Universidad de Chile. Desde el 3 de julio del año 74 hasta el 7 de agosto del año 75 fui prisionera política en diversos campos de concentración y lugares de detención.

Presento mi testimonio con objeto de poner en conocimiento de ~~la Comisión Internacional Investigadora de los Crímenes de la Junta Militar en Chile, y por intermedio de ella al mundo~~ esta audiencia entero,) las vejaciones, tratamientos inhumanos y torturas que no sólo he contemplado sino que me correspondió la dramática situación de vivirlas, como también le ocurriera a mis padres y a mi hermana Rosa María, hechos que no terminaron con mi experiencia, sino que continúan soportando y sufriendo miles de hombres, mujeres, e incluso niños de mi país bajo la dictadura facista que ha usurpado el poder en mi patria.

El 3 de julio del año 74 nos hallábamos mi hermana y yo en nuestro departamento; mi madre había salido. Eran las 8.30 de la mañana. Llamaron a la puerta; cuando mi hermana abrió, entraron cinco hombres vestidos de civil, armados con revólveres y metralletas y le mostraron a ella una orden de detención contra mi madre, Josefina Miranda, contra mi hermana y contra mí, en nuestra calidad de familiares directos de mi padre, Jorge Montes Moraga, senador del Partido Comunista. La orden de detención contra nosotras estaba dictada por el Servicio de Inteligencia de la Fuerza Aérea, SIFA.

En cuanto entraron los agentes del SIFA nos ordenaron permanecer en una de las piezas, mientras algunos de ellos se dedicaban a allanar el departamento. El hombre que dirigía el grupo nos ordenó hacer una declaración escrita en la que constara fundamentalmente si sabíamos dónde se encontraba mi padre, si lo habíamos visto después del 11 de septiembre del año 73, los nombres de nuestros otros familiares, si ellos pertenecían a alguna organización política, etc. Nosotras no sabíamos dónde se encontraba mi padre; aún así, debimos hacer la declaración.

Los agentes del SIFA nos tuvieron en el departamento hasta alrededor de la una de la tarde. Luego, nos ordenaron salir

del departamento y subir a un auto blanco, mientras tres de ellos se quedaban allí esperando que regresara mi madre. Cuando estuvimos dentro del auto, uno de los agentes nos ordenó vendarnos los ojos con unos trozos de género que él nos pasó, y recostarnos una sobre otra de manera que no pudieran vernos desde fuera. Calculo que habrían pasado 20 minutos cuando el auto se detuvo; nos ordenaron bajar. Sentí ruido de fusiles; alguien me cogió del brazo y me condujo a través de unas escaleras. Me pusieron de pie contra una pared, siempre con los ojos vendados. Yo suponía que a mi hermana la habían llevado allí mismo. Había una radio funcionando y así me iba dando cuenta del tiempo que transcurría.

Alrededor de dos horas después me volvieron a coger del brazo y me condujeron escaleras arriba. Me hicieron entrar a una pieza, y alguien me ordenó sacarme la venda. Ví a un soldado de la Fuerza Aérea que custodiaba la puerta, y a un oficial de la Fuerza Aérea sentado ante una mesa. El oficial comenzó a interrogarme, quería saber dónde se encontraba mi padre y si yo había participado en actividades políticas antes y después del 11 de septiembre del año 73. Me dijo que éste era un interrogatorio suave, que si yo hablaba podría irme a mi casa, y que si no le contestaba lo que me pedía se vería obligado a actuar de otra manera conmigo. Agregó que yo debía elegir cuál método prefería. Este oficial era el Comandante Edgardo Ceballos, alias inspector Cabezas, uno de los jefes máximos del SIFA y torturador de la Academia de Guerra Aérea. Le contesté que ya había hecho una declaración, y que no tenía nada más que agregar. Me ordenó entonces que me vendara nuevamente los ojos, y el soldado me condujo escaleras abajo. Me pusieron otra vez de pie contra una pared. Yo escuchaba carraspear a mi hermana de vez en cuando y de este modo sabía que ella continuaba allí. De pronto, oí los gritos de mi madre y su voz pidiendo ver a sus hijas. Comprendí que a ella también la habían detenido. Durante largo rato escuché los gritos de mi madre y ruidos de golpes. Estuve de pie contra la pared más de 10 horas; durante este tiempo, los soldados que pasaban por allí me insultaban y amenazaban con violarme si no hablaba. Ya casi no podía mantenerme de pie, no había comido nada durante el día.

Alrededor de la 1 de la madrugada del día 4, alguien me co -

gió del brazo y me condujo nuevamente escaleras arriba. Me introdujeron en una pieza, pero esta vez no me ordenaron sacarme la venda. Sentí un golpe en la cabeza, y la voz de Ceballos ordenándome hablar. Dije nuevamente que no tenía nada más que agregar. Ceballos siguió golpeándome, en el cuello, en el vientre, en los senos. Continuaba preguntándome; yo ya no hablaba. Siguió golpeándome durante largo rato. Me amenazó con "colgarme" si no hablaba. Yo no sabía qué significaba aquello de "colgar"; Ceballos puso un lápiz en mi mano y me ordenó escribir mi nombre. Yo seguía con los ojos vendados. De pronto, Ceballos ordenó a alguien que preparara las cosas para colgarme. Luego, me empujó a un baño, me ordenó levantarme un poco la venda y me ordenó orinar. Después, totalmente vendada, me condujeron por pasillos y escaleras, me sacaron al aire libre y me volvieron a introducir al laberinto de escaleras y pasillos. Alguien me conducía agarrándome del brazo, y sentía el cañón de un fusil apoyado en mi espalda.

Me introdujeron en una pieza y oí nuevamente la voz de Ceballos ordenándome hablar. Yo permanecí en silencio. Ceballos ordenó que me desnudara; así lo hice. Al sacarme la ropa, la venda que cubría mis ojos se deslizó un poco hacia arriba; me encontraba en una pieza semi-oscura, con piso de cemento. Un hombre con uniforme de la Fuerza Aérea se acercó a mí; pude ver sus manos, en las cuales sostenía los polos conductores de electricidad. Oí la voz de Ceballos muy cerca de mí y vi que ponían los polos eléctricos en mis senos; sentí la primera descarga eléctrica; grité y retrocedí. Me aplicaron luego descargas eléctricas en el vientre; Ceballos ordenaba a uno de sus hombres manejar la máquina conductora de electricidad. Mi cuerpo se sacudía ante cada choque eléctrico. Ceballos me preguntó si estaba dispuesta a hablar, ya que aquello era sólo una muestra de lo que me esperaba si no hablaba. Finalmente, ordenó que me colgaran. Me pusieron tela adhesiva alrededor de las muñecas, en los brazos a la altura de los codos, y en las piernas detrás de las rodillas. Luego me amarraron las manos con un cable, me ordenaron sentarme en el suelo, encoger las piernas y ponerlas entre los brazos. Introdujeron una barra de fierro entre mis brazos y las piernas por detrás de las rodillas. Todo ésto se hizo en silencio. Entonces me izaron. Quedé colgando en el aire, soste-

nida sólo por el cable que amarraba mis muñecas. Introdujeron los polos eléctricos en la vagina y Ceballos ordenó a sus a - yudantes manejar la máquina conductora de electricidad. Sentí las horribles descargas eléctricas en la vagina y comencé a gritar de dolor. Alguien me tapó la boca con un trapo; yo ape - nas podía respirar. Ceballos ordenó aumentar el voltaje de e - lectricidad. Más tarde, introdujeron los polos eléctricos en el ano; las descargas eléctricas eran discontinuas, lo que pro - ducía mayor dolor. Yo no podía hacer ningún movimiento, ya que dos hombres me sujetaban por las piernas. No sé cuánto tiempo estuvieron aplicándome choques eléctricos en la vagina y en el ano. Ceballos me amenazaba con torturar de la misma forma a mi madre y a mi hermana. Finalmente, ordenó que me descolgaran; me tendieron en el suelo. Yo estaba semi-inconsciente. Creí que la tortura había terminado. Y de pronto sentí nuevas descargas e - léctricas; mi cuerpo se sacudía violentamente en el suelo. No sé cuánto tiempo estuve tendida, desnuda, allí. Ceballos me or - denó que me vistiera; yo no tenía fuerzas para hacèrlo. Tuvie - ron que vestirme ellos. Me levantaron, y alguien me tomó del brazo. Me obligaron a caminar y me condujeron nuevamente por escaleras y pasillos. Yo ya no sabía siquiera por dónde cami - naba. Continuaba con los ojos vendados. Me tiraron sobre un colchón. Cuando desperté, me encontré en una pieza custodiada por un soldado, en la que habían alrededor de 10 compañeros de - tenidos. Me asignaron el número 48; pasé cuatro meses en esa pieza. Mi madre y mi hermana se encontraban detenidas en otra pieza del mismo lugar. Ellas sufrieron también vejaciones y ma - los tratos. Durante mi período de detención en ese sitio me in - terrogaron constantemente. Mi padre estuvo también detenido allí durante cuatro meses; los primeros 15 días lo tuvieron de pie; estuvo esposado y vendado constantemente durante dos meses, su - friendo horribles torturas. No podíamos vernos, ya que estába - mos en distintos lugares del recinto, e incomunicados, igual que la mayoría de los detenidos en ese lugar. El 2 de noviembre mi padre fue trasladado al campo de concentración de Ritoque, sin cargos en su contra. Mi madre y mi hermana salieron en libertad el 5 de noviembre, sin cargos en su contra. El 8 de noviembre yo fuí trasladada al campo de concentración de Tres Alamos, sin car-

gos en mi contra. Estuve 7 meses en Tres Alamos, viviendo con las demás detenidas en condiciones de vida inhumanas. En junio del año 75, las mujeres fuimos trasladadas al campo de concentración de Pirque. Allí estuve dos meses, y fuí puesta en libertad el 7 de agosto. Entrego a la Comisión Internacional una fotocopia del certificado de libertad. Mi padre continúa detenido, actualmente en Tres Alamos, y su salud se ha ido minando cada vez más, producto de las torturas que sufrió y del prolongado período de detención. No ha tenido atención médica adecuada; actualmente debe ser intervenido quirúrjicamente para extirparle un tumor al testículo derecho. No tengo antecedentes si ésto se llevará a cabo. Mi padre ha pasado por los siguientes lugares de detención: Academia de Guerra Aérea, Ritoque, Tres Alamos, Penitenciaría de Santiago, cárcel de Concepción, Isla Quiriquina, cárcel de Valparaíso, nuevamente Ritoque y ahora nuevamente Tres Alamos. La Junta Militar pretende llevar a cabo un proceso que ha caratulado "Proceso contra Luis Corvalán y otros"; entre el grupo de dirigentes que sería procesado, se encuentra mi padre.

Como ser humano, como ciudadana de mi pais, expreso mi anhelo que esta terrible pesadilla de terror, represión y muerte que pesa sobre el pueblo chileno, no continúe un día más; que se ponga término al terror y que la conciencia progresista de la humanidad exija el restablecimiento de los derechos y libertades fundamentales del hombre en Chile. Gracias.

Nota: entrego además a la Comisión Internacional una fotocopia de una recomendación médica con el objeto de hacerme un tratamiento fisioterapéutico en el brazo derecho, lesionado aún ahora, producto de las torturas.

MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL
SECRET. EJEC.NAC. DE DETENIDOS

C E R T I F I C A D O

EL TENIENTE CORONEL , SECRETARIO EJECUTIVO NACIONAL DE DETENIDOS que suscribe;

C E R T I F I C A :

Que el ciudadano (a) [illegible] Cédula de Identidad Nº 7.305.970-[illegible] Gabinete de [illegible] permaneció detenido (a) en : ACADEMIA DE GUERRA AEREA [illegible] Y PUDETA,- [illegible] desde el : 3 de Julio de 1974 hasta el 7 de Agosto de 1975.

Que dicha detención fué temporal consecuencia de la aplicación de las facultades del Estado de Sitio.

Que fué puesto (a) en Libertad por no haberse comprobado, hasta este instante, que hubiere contravenido las normas constitucionales del Pais, en conformidad al Decreto Exento Nº [illegible] de fecha 4 de Agosto de 1975 del Ministerio del Interior.-

Dado en Santiago a Veinte días del mes de Agosto del año Mil Novecientos Setenta y Cinco.-

MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL
DEPTO. AYUDANTIA NACIONAL

[illegible]
Teniente Coronel
Secretario Ejecutivo Nacional
Subrogante

CAS.-

25 Años Estudiante Pedagogico

Diana MONTES

Antecedentes de una
ubi rng / entrevista a Diana Montes Berlin octubre de 1975

Diana Montes testimonio I

Diana Montes,25 años,estudiante de Pedagogía en la Universidad de Chile "tengo una hermana,un año menor que yo (Rosa María),mi padre se llama Jorge Montes ,mi madre está actualmente en Chile,se llama Josefina Miranda.Mi padre también está en Chile,detenido en Pitoque.

Nosotras viajamos fuera de Chile el 2 de setiembre de 1975.Estamos viviendo en Noruega.Salimos de allá porque nuestra familia fue objeto de persecución por parte de la Junta.Estuvimos todos detenidos.Mi mamá y mi hermana estuvieron 4 meses en la Academia de Guerra de la Fuerza Aérea,AGA.Mi padre y yo también estuvimos esos 4 meses en el AGA y posteriormente nos mandaron a mi padre y a mi a campos de concentración.Yo estuve detenida un año un mes.Quedé en libertad el 7 de agosto de 1975.Luego de 25 días de haber quedado en libertad viajé fuera del país porque en la situación en que yo estaba no me permitían ni estudiar ni trabajar.Es decir,no podía vivir en Chile....

Lo mismo que sufrí yo lo están sufriendo ahora otros compañeros y hay los caminos pienso yo.Quedarse callada y la Junta de todos modos va a seguir cometiendo estas atrocidades,o decir lo que yo viví para que el mundo entero sepa cómo actuan los fascistas y cómo está actuando la Junta militar en Chile.El que yo diga todo esto puede significar que a mi madre, que ahora está en libertad en Chile y que es la única persona que está junto a ver a mi padre detenido,la detengan y no puedan aplicar la represión contra ella,y puede significar tambien represalias contra mi padre. Pero aún así pienso que es mi deber decir lo que sucedió entonces.

...

Cómo empieza la historia de la persecución de la Junta a su familia?

En noviembre del año 73 se practicó un allanamiento por parte del ejército en el departamento en que nosotros vivimos.Ahi registraron libros, pero con una orden de detencion contra mi papá.Estuvieron mas o menos desde las 11 de la noche hasta las cuatro de la madrugada.Se fueron y dijeron que al otro dia nos iban a ir a interrogar pero no volvieron.

radio berlin internacional rpsemarie graepp (DIANA MONTES)

En enero del año 74 fueron agentes de Investigaciones nuevamente con una orden de detencion contra mi padre y estaba yo sola en la casa. Se limitaron a preguntar si sabia yo donde estaba mi padre o no. Yo les dije que no. Me hicieron unas preguntas y se fueron. No nos molestaron hasta la fecha de nuestra detención que fue el 5 de julio del año 74...

Mi mamá no estaba en la casa en ese momento. Eran las ocho y media de la mañana, mi hermana y yo estábamos durmiendo cuando tocan la puerta. Mi hermana salió a abrir y venían 5 hombres armados con metralletas, vestidos de civil. Traían una orden de allanamiento y detencion de parte de la Fuerza Aérea. Estuvieron ahi en el departamento nuestro hasta mas o menos la una de la tarde, interrogándonos, examinando los libros que teníamos en la casa, preguntando acerca de todos nuestros familiares. Nos hicieron hacer una declaración acerca de si habíamos participado o no en alguna organizacion politica antes y despues del 11 de setiembre. Y una declaración acerca de absolutamente todos nuestros familiares, y si eran o no de izquierda ellos. Posteriormente el hombre que parecía comandar el grupo, nos conminó a decir la verdad, porque de todos modos ibamos a ir detenidas, ya que el solo hecho de tener alguna literatura marxista ya estábamos cometiendo delito. La literatura marxista que teníamos eran poemas de Neruda y por ej el libro hombre y hombre de Volodia Teitelboim.

Como a la una y media nos dijo que recogiéramos algunos efectos personales porque nos iban a llevar a otro lado para interrogarnos y nos dijeron que saliéramos del departamento con absoluta normalidad, que no hicieramos ninguna demostración para que los vecinos no se dieran cuenta. Ademas que frente al departamento vivía una tía, hermana de mi papá. Se quedaron 3 de ellos en el departamento y dos hombres nos acompañaron en un auto blanco... Cuando nos alejamos como tres cuadras del departamento, nos hicieron vendarnos los ojos y recostarnos una encima de otra para que nos nos vieran desde afuera. Viajamos en auto

mas o menos una hora y nos hicieron bajar despues, siempre vendadas. Botas
Yo miré hacia abajo y pude ver el pantalón y botas de militar y pantalón azul. Entonces entendí que habíamos caído en manos de la FA h. una de las ramas de las fuerzas armadas más represivas que yo había tenido conocimiento.

Nos hicieron caminar, entramos a un edificio, bajamos unas escaleras y nos dejaron de pie contra la pared. Despues no supe mas de mi hermana la separaron de mi. Ami me tuvieron una hora y media de pie ahi y despues me subieron por otras escaleras, no las que había bajado. Me entraron a una pieza, me hicieron sacar la venda. Ahi estaba sentado un hombre alto, macizo, de escaso pelo y ojos claros que despues yo me enteré que era el comandante Ceballos, alias el "inspector Cabezas" como era conocido por los detenidos, y que es el segundo hombre de la Intoligencia de la FA h y el que me interrogó posteriormente.

En este primer interrogatorio de manera muy suave, muy gentil, me dijo que él no tenía interés en hacerme daño si yo le decía en que había participado antes y despues del 11 de setiembre. Yo le dije que mi declaracion ya la había hecho en la casa y que no tenía nada que agregar. Ahí me tuvo de pie mas o menos desde las tres y media de la tarde, hasta las doce de la noche. Yo había tomado en la mañana cuando ellos llevaron una taza de café, nada más. Nos permitieron tomar una taza de café en la casa, no había comido nada despues, y por supuesto tenía bastante hambre, bastante cansancio. Ese es un método que utilizan bastante en el A a. El tener de pie a los detenidos como un método de ablandamiento. Ahora, a cada rato pasaban soldados u oficiales y decían "si no hablai, lo vamos a pasar bien esta noche " "a estos comunistas deberíamos fusilarlos", mejor la matamos al tiro, "pasaban bala, etc. Ese tipo de amedrentamiento psicologico,,,

Y además, como a las 5 de la tarde yo sentí que llevaban a mi mamá porque ella iba gritando y exigiendo que le dijieran donde estaban sus hijas. A las 12 PM mas o menos me volvieron a llevar arriba. Esta

vez no me quitaron la venda.La voz de la persona era la misma.La del comandante Ceballos,alias inspector Cabezas.Esta vez ya no empleó su método suave.Empezó inmediatamente golpeándome.Me dio algunos golpes en la cara,en el vientre,en el cuello,pegándome con el canto de la mano y me empezó a interrogar,es decir ,qué había hecho yo antes y después del ll .Yo le decía de todos modos que mi declaración ya estaba hecha,que no tenía nada más que agregar .El siguió golpeándome y amenazándome,las amenazas que me hacía eran que si yo no hablaba el se iba a ver en la obligación de colgarme.Yo no tenía idea que era esto,había escuchado que algunos detenidos los colgaban,pero en que consistía,no sabía.Como yo no tenía mas que decir,me quedé callada.El llamó a algunos soldados y les ordenó que fueran a "ordenar las cuestiones abajo".Así en esa forma.Despues de un rato me condujeron por una escalera y me llevaron a una pieza porque a través de la venda yo no podía dar cuenta si las piezas estaban iluminadas o no.Esta estaba oscura y bastante fría.Me ordenaron sacarme la ropa.Yo andaba con chaquetón,con pantalones y chomba.Me saqué el chaquetón y me resistí a sacarme lo demás.Me volvieron a golpear y me ordenaron que me sacara toda la ropa.Lo hice así. Cuando me saqué la ropa,se me corrió algo la venda y entonces pude ver un poco hacia abajo.Cuando estuve desnuda vi las manos de uno de ellos."stoy segura que eran las de "Cabezas".,tenían esos ánodos y estos cátodos de corriente eléctrica.Entonces me dio algunos choques electricos en los senos y el vientre para demostrarme cómo era la tortura y para que me decidiera a hablar.Yo seguí callada y lo único que decía era que no tenía mas que agregar a mi declaración."ntonces se enfureció bastante y me ordenó a los hombres que me colgaran

En qué consistió esa colgadura."llos me pusieron tela emplástica en las muñecas,en los codos,alrededor de ellos en el antebrazo,en las curvas de las piernas.Me amarraron con un alambre ~~xxxxxx~~ las muñecas,me hicieron enchalillarme y me pasaron un fierro entre el antebrazo y las curvas.Me levantaron y quedé suspendida yo en esa posición.Entonces me levantó y comenzaron a aplicarme corriente en la vagina y en el ano."l inspector "Cabezas" me decía que iba a ir aumentando los voltiossegun si hablaba o no.

Pasó bastante rato y ellos aumentaron los voltios.Despues dejaron de haver funcionar la máquina y me descobgaron.Yo pense que ya habían terminado de torturarme,entonces el inspestor de nuevo con su voz de hombre bueno me dijo "Ya,chiquilla,ya terminó todo."Me dejaron tirada en el piso que era de baldosas.Mi cuerpo estaba cubierto de sudor por los constantes choques eléctricos.Me hizo poner los pies sobre una pared y yo acostada en el suelo.Pensé que la tortura había terminado,pero me dejaron un minuto así y de repente sentí de nuévo l s choques eléctricos ya que me estaban poniendo de nuevo corriente en la vagina y todo el cuerpo.No se si por efecto de que mi cuerpo estaba empapado de sudor o porque era muy fuerte la corriente,empecé a saltar ahi en el suelo.Detuvieron la tortura,me vistieron ya que yo no era capaz de hacerlo y me bajaron por las escaleras.Me metieron a una pieza,siempre vendada yo.Me tiraron a una cama y me pusieron encima una frazada."Así tal como estaba estuve.Al siguiente cuando desperté no me atrevía a sacarme la venda,casi no podía mover y de repente siento que me ordenaban sacármela y vi que estaba en una de las salas de detención del AGA (ACADEMIA de Guerra).Ahi había 10 compañeros y yo la única mujer,con guardia durante las 24 horas que se relevaban cada 3 o 4 horas.

Y su hermana?

De ella no supe hasta la primera visita que tuve,que fue un mes y tanto despues.Ella y mi madre estaban tambien en el AGa,pero en otro lado.A mi padre por su parte lo tuvieron arriba,porque al com=un de los detenidos lo tenían en el subterráneo.El fue detenido despues,como 4 o 5 días después.Mucho más tarde supimos que al parecer el Servicio de Inteligencia Militar había estado siguiéndonos nuestros pásos desde 6 meses antes y sabía al parecer en qué parte estaba mi papá.

En cuánto a él? Sabía las torturas a que ustedes eran sometidas.?Formaba ello parte de un plan para inducirlo a hablar?

Para mi es realmente doloroso el conversar estas cosas,quiero que toda la gente progresistasepa lo que ami me sucedió y que no es solo mi caso,pero hay otros casos peores de otros compañeros y compañeras que han pasado

l Lismo.Pero como lo dec'a,es doloroso conversar eso y no lo he conversa
do con mi padre a pesar de que fui a verlo cuando salí en libertad.Fui a
verlo a Fitoque.En los interrogatorios posteriores que me hicieron los inte
rrogadores me decían que mi pap'a estaba ahí y me preguntaban qué pensaba
yo,acerca de si ellos lo iban a fusilar n no...qué pensaba yo de eso,si
admiraba mucho a mi padre o no,es decir,preguntas de ese tipo...

De dónde sacaba usted el valor para resistir todo eso?

En primer lugar,yo pensaba en los compañeros que siguen luchando en la
resistencia.Pensaba que no podía traicionar a mi pueblo,que aunque había
sido herido a partir del 11 de setiembre,sigue resistiendo heroicamente hasta
hoy.Y pensaba que el maltrato físico podía pasar,incluso el daño sicológico
de las torturas y vejámenes sufridos .Pero si yo me quebraba,si hablaba,ese
dolor moral,ese dolor de mi conciencia no se iba a borrar nunca en mi vida.
Por lo tanto había una cuestión de deber y una cuestión de moral en cuánto a
resistir esta situación. Yo sabía que a mi padre arriba,lo estaba torturando.
A veces,sentía los gritos de mi madre porque ella durante un tiempo,el primer
año perdió la razón allá.Y de todos modos tenía que seguir adelante...

Qué opina usted de su padre,Jorge Montes?

Desde el punto de vista humano es uno de los hombres que yo más admiro.El
me enseñó todo lo bueno que pienso,puede enseñar un hombre a su hija.Me
enseñó a amar la vida,a amar los hombres,a confiar en los hombres y a ser
libre también.Yo le podría leer algunos poemas que compuso mi madre cuando
estábamos los dos prisioneros.Es muy corrito y que en cierta manera refleja
como es mi padre y el sentimiento de mi madre mientras él y yo estábamos
prisioneros...

Los cerros,flores salvajes
miradas por prisioneros
en las mañanas de niebla
Mar adentro,tierra adentro
La libertad no es el viento
Oleaje,dunas,cerros
y el amado prisionero
la mujer llega el domingo
para decirte te quiero
la libertad no es el viento

Alambradas,tablas,hielo
Fitoque lo llaman todos
otros dicen campamento
la libertad no es el viento

Había niños en Tres Álamos,donde usted estuvo posteriormente ?

Cuando yo llegue a Tres Alamos no.Pero en enero llegó una compañeraax embarazada de 8 meses.Esta compañera pasó por las casas de tortura de la Dina.Fue violada pese a tener 8 meses de embarazo y llegó en un estado lamentable a libre plática y 3 Alamos.Un mes despues la llevaron al Hospital de Carabineros a tener su guagua.Y volvió con "nuestra guagua" como la llamábamos nosotras.Una mujercita,que representaba para nosotros la alegría y las ganas de seguir resistiendo ese régimen de opresión que vivíamos en el campo de concentración.El cuidarla a ella era el cuidar un poco a todos nuestros niños que estaban fuera, porque muchas compañeras prisioneras tenían hijos y....

Que quisiera decirles a los jóvenes chilenos que están en la patria?

Lo único que yo quisiera decirles es en primer lugar que he visto la solidaridad con el pueblo/está mas latente que nunca y que el pueblo chileno no está solo.Mi mensaje es el de una muchacha que estuvo prisionera que sufrió lo que ellos sufren y quiero pedirles que no decaiga su fe y confianza en la clase obrera y en el pueblo de Chile,que no decaiga nunca.Hay momentos amargos,duros,difíciles,momentos muy tristes,pero son superables.Que resistan los compañeros y que sean dignos de ese pueblo que espera mucho de ellos...